



on est fait pour  
être ensemble



# Projet de décision portant sur la levée de la régulation du marché 3b

Réponse à la consultation publique du 30 mai 2024

Version publique



## 1. Synthèse de la réponse

D'abord, Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité d'avoir différé son calendrier concernant les travaux relatifs au marché des offres activées généralistes dit « marché 3b ». En effet, au regard des enjeux et de l'importance de marché, il apparaissait nécessaire qu'une analyse de la dynamique concurrentielle soit réalisée en toute transparence afin de mesurer et de prendre en compte les évolutions en cours que ce marché connaît depuis un an.

**Bouygues Telecom ne s'oppose pas au projet de dérégulation du marché 3b envisagé par l'Autorité, à condition que la période transitoire proposée jusqu'au 31 mars 2026 *a minima* soit effectivement maintenue.** En revanche, il n'en demeure pas moins, qu'à terme, **des incertitudes peuvent persister**, en particulier dans le cadre de la fermeture progressive du réseau cuivre d'Orange et du basculement vers les réseaux en fibre optique.

Dès lors, **Bouygues Telecom invite l'Autorité à veiller, y compris pendant la période transitoire, à l'évolution des conditions concurrentielles** sur le marché de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse et, le cas échéant, à réexaminer la nécessité d'une nouvelle intervention *ex ante* sur celui-ci.

Enfin, s'il apparaît que le maintien d'une régulation *ex ante* sur le marché de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ne paraît plus impératif, Bouygues Telecom considère néanmoins, **qu'une période transitoire, *a minima* jusqu'au 31 mars 2026 durant laquelle Orange sera soumis aux obligations visées aux articles 3 à 31 de la décision n° 2020-1447, est un prérequis indispensable :**

- **Le principe de prévisibilité réglementaire** est une composante **essentielle** pour les acteurs économiques puisqu'il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif d'accès cuivre ;
- Bouygues Telecom aura **toujours** recours à **l'offre de bitstream cuivre d'Orange pour ses clients au moins jusqu'en [...] ;**
- Bouygues Telecom constate, pour une part importante de son parc, **qu'aucune technologie alternative à très haut débit n'est disponible et ne répond aux besoins réels et adaptés des utilisateurs. Cette carence persistera en mars 2026 et au-delà ;**
- Enfin, si le report de la levée de l'obligation d'orientation vers les coûts n'est pas garanti *a minima* jusqu'au 31 mars 2026, cela entraînerait **une hausse des tarifs de bitstream cuivre pratiqués par Orange.**

**Pour toutes ces raisons, une période transitoire *a minima* jusqu'au 31 mars 2026 est indispensable pour fournir notamment un cadre sécurisant pour les investissements consentis par Bouygues Telecom et préserver la concurrence.**

\*\*\*



## 2. Réponses de Bouygues Telecom

*Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?*

*Question 2. Avez-vous des observations sur l'analyse exposée ci-avant en section 3 ?*

*Question 3. Avez-vous des observations liées à la mise en place d'une période transitoire jusqu'au 31 mars 2026 ?*

Après la mise en consultation publique du document de « Bilan et perspectives » en juillet 2022, puis la mise en consultation publique d'une première version de ses projets de décisions d'analyse des marchés du haut et très haut débit fixe, en février 2023, l'Arcep avait indiqué, dans son communiqué de presse, en date du 29 juin 2023, que « *les travaux concernant le marché des offres activées généralistes dit « marché 3b » se prolongeaient selon un calendrier différé, afin de pouvoir mesurer et prendre en compte les évolutions en cours que ce marché connaît depuis un an* ». Il en ressort qu'à compter du 31 décembre 2023, la décision n°2020-1447 de fourniture en gros d'accès central en position déterminée n'aurait plus eu vocation à s'appliquer à Orange.

Dès lors, Orange n'aurait plus été tenu de respecter les articles 3 à 31 de la décision n°2020-1447 à savoir :

- Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès notamment une offre de bitstream sur son réseau en cuivre ;
- Accompagnement de la fermeture de la boucle locale de cuivre ;
- Obligations non-discrimination et de reproductibilité ;
- Obligations de transparence et de publication d'informations concernant l'accès ;
- Qualité de service ;
- Obligation de contrôle tarifaire notamment des tarifs orientés vers les coûts ;

Dans sa réponse à la consultation publique, en date du 29 juin 2023, Bouygues Telecom s'était étonné de ce revirement de l'Autorité – quelques mois avant l'entrée en vigueur envisagée de la décision du marché 3b – compte tenu de l'absence d'une concurrence suffisante des offres d'activées généralistes. De ce fait, Bouygues Telecom considérait qu'il n'apparaissait ni justifié, ni proportionné que l'Autorité envisage de ne plus poursuivre la régulation asymétrique d'Orange sur ce marché.

Après une analyse de la dynamique concurrentielle du marché 3b, l'Autorité envisage, dans son présent projet de décision soumis à une consultation publique, une dérégulation de ce marché assortie d'une période transitoire de maintien des remèdes en vigueur jusqu'au 31 mars 2026. L'Autorité soutient que l'évolution de la dynamique concurrentielle du marché 3b ne semble plus justifier le maintien d'une régulation *ex ante*.

### i) Concernant l'analyse de la pertinence d'une régulation *ex ante* au travers du test des trois critères

Dans sa recommandation « marchés pertinents »<sup>1</sup>, la Commission européenne indique les marchés définis lors de l'analyse de substituabilité sont susceptibles d'être soumis à une régulation *ex ante* s'ils remplissent cumulativement les trois critères suivants<sup>2</sup>:

<sup>1</sup> Recommandation n° 2020/2245 de la Commission européenne du 18 décembre 2020 concernant les marchés pertinents de produits et services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une régulation *ex ante*.

<sup>2</sup> Cons. 7 de la recommandation n° 2020/2245/UE de la Commission européenne.



- le premier critère est la présence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée<sup>3</sup>;
- le deuxième critère sert à établir si la structure du marché présage d'une évolution vers une concurrence effective au cours de la période visée ;
- le troisième critère réside dans l'incapacité du droit de la concurrence à remédier à lui seul, de manière adéquate, aux défaillances du marché constatées.

L'Autorité a ainsi procédé à l'analyse des trois critères susmentionnés sur le périmètre recouvrant l'ensemble du territoire national à l'exception des zones très denses<sup>4</sup>. Il ressort de l'analyse de l'Autorité qu'il apparaît, qu'à l'horizon du cycle 2025-2029, au moins deux des trois critères précités ne sont pas réunis en ce qui concerne le marché 3b sur l'ensemble du territoire national à l'exception des zones très denses. Dès lors, l'Autorité considère que le maintien d'une régulation *ex ante* sur le marché de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse sur le périmètre recouvrant l'ensemble du territoire national n'est plus justifié.

**Bouygues Telecom ne remet pas en cause la perspective d'une évolution de la dynamique concurrentielle qui semble se profiler à horizon de cinq ans. Cependant, il n'en demeure pas moins, qu'à terme, des incertitudes peuvent persister, en particulier dans le cadre de la fermeture progressive du réseau cuivre d'Orange et du basculement vers les réseaux en fibre optique. Il conviendra donc de s'assurer que le cadre de régulation permet l'émergence spontanée des offres de gros attendues par les opérateurs alternatifs afin d'assurer le caractère complet de la gamme des offres disponibles pour ceux-ci.**

**Pour toutes ces raisons, Bouygues Telecom invite l'Autorité à veiller, y compris pendant la période transitoire, à l'évolution des conditions concurrentielles sur le marché de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse et, le cas échéant, de réexaminer la nécessité d'une nouvelle intervention *ex ante* sur celui-ci.**

## ii) La mise en place d'une période transitoire sur le marché de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée

Dans son projet de décision, l'Autorité considère que si l'évolution du marché 3b ne justifie plus l'imposition d'obligations *ex ante*, elle prévoit, néanmoins, une période transitoire jusqu'au 31 mars 2026 pour « *répondre au besoin de prévisibilité des opérateurs bénéficiaires de ces obligations* ». Durant cette période, Orange est tenu de respecter les articles 3 à 31 de la décision n° 2020-1447.

Comme mentionné au i) Bouygues Telecom n'est pas opposé à une telle dérégulation du marché 3b, à la condition, que celle-ci soit accompagnée d'une période transitoire *a minima* jusqu'au 31 mars 2026 durant laquelle Orange sera soumis aux obligations visées aux articles 3 à 31 de la décision n° 2020-1447. Ce prérequis est indispensable pour lever les incertitudes soulignées par Bouygues Telecom dans ses réponses aux consultations publiques<sup>5</sup>.

En premier lieu, Bouygues Telecom tient à rappeler que **le principe de prévisibilité réglementaire est une composante essentielle** pour les acteurs économiques puisqu'il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif d'accès cuivre. **Elle garantit ainsi la stabilité des conditions économiques d'exploitation et le maintien à long terme de la convergence des tarifs de gros.** Les opérateurs ont élaboré leurs plans d'affaires et leurs stratégies techniques et commerciales, conditionnés par cette

<sup>3</sup> Deux catégories de barrières à l'entrée sont à considérer : les barrières structurelles qui « *découlent des conditions différentes en matière de coûts ou de demande, qui donnent lieu à des conditions de concurrence asymétriques entre les opérateurs en place et ceux qui souhaitent accéder au marché, freinant ou empêchant l'entrée de ces derniers sur le marché* », et, les barrières légales ou réglementaires « *peuvent avoir un effet direct sur les conditions d'entrée et/ou le positionnement des opérateurs sur le marché pertinent* ».

<sup>4</sup> Les zones très denses ne sont plus soumises à une régulation asymétrique depuis le sixième d'analyse.

<sup>5</sup> Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique du 20 février 2023 p. 49 et suivantes et du 29 juin 2023 p. 30 et suivantes.



prévisibilité réglementaire. De fait, un bouleversement des règles applicables, **en l'absence d'une période transitoire**, ferait peser sur Bouygues Telecom **un risque juridique et financier importants, déstabilisant ainsi un marché dynamique et décourageant l'investissement**.

En deuxième lieu, à l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom observe que **les lignes de cuivre concernées par des offres activées connaissent une diminution dans le temps**. [...]. Pour autant, même si une baisse des lignes de cuivre est avérée, celle-ci n'en demeure pas moins lente et progressive. [...].

Outre le fait que Bouygues Telecom utilise toujours l'offre de bitstream cuivre d'Orange et ce au moins jusqu'en [...], Bouygues Telecom demeure « otage » de ces accès cuivre souscrits auprès d'Orange. En effet, dans la plupart des cas **aucune technologie alternative à très haut débit n'est disponible et ne répond aux besoins réels et adaptés des utilisateurs**. [...].

Ainsi, si la levée de l'obligation d'orientation vers les coûts n'est pas garantie *a minima* jusqu'au 31 mars 2026, **cela pourrait entraîner une hausse des tarifs de bitstream cuivre pratiqués par Orange** ce qui aurait plusieurs conséquences. D'abord, compte tenu **des difficultés** pour Bouygues Telecom **de répercuter une éventuelle hausse tarifaire sur ses clients**, cela conduirait à **une perte de marge et à une capacité d'investissement amoindrie** pour Bouygues Telecom. Ensuite, cette augmentation du tarif d'accès du cuivre aurait pour conséquence de **créer un biais concurrentiel majeur et de renforcer la rente d'Orange**. En effet, sur certaines zones non dégroupées, il est probable qu'Orange demeurera le seul offreur, en particulier au regard de l'incomplétude de couverture des réseaux FttH sur les zones du territoire concerné.

**Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que si le maintien d'une régulation *ex ante* sur le marché de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ne paraît plus justifié à l'Arcep, il apparaît néanmoins indispensable qu'une période transitoire durant laquelle Orange sera soumis aux obligations visées aux articles 3 à 31 de la décision n° 2020-1447 soit maintenue, *a minima* jusqu'au 31 mars 2026.**